

Madame la Présidente, Mesdames, Messieurs,

Le groupe socialiste a pris connaissance du rapport d'information avec une très grande attention. En effet, si la Commission financière a pu prendre connaissance d'un certain nombre de faits, lors de deux séances urgentes, et a pu poser des questions au chef du service des finances, il nous paraît essentiel que le Conseil général dans son entier et par là même la population puisse bénéficier des mêmes informations.

Le rapport qui nous occupe ce soir est, à n'en point douter, l'un des plus importants que notre Conseil ait eu à traiter dans son histoire récente. La situation est grave. D'ailleurs, la prise de position de la Commission financière est un événement suffisamment rare pour montrer, si besoin est, que nous avons pris la mesure des difficultés et des défis qui attendent notre ville durant les prochaines années.

Il sera beaucoup question de responsabilité ce soir : la responsabilité passée et à venir du collègue, du Service des finances, de la Commission financière, du Conseil général.

Il n'en reste pas moins que, malgré ces responsabilités en cascade, la responsabilité première de cette crise repose pour l'essentiel sur le Directeur du dicastère des finances.

Et si chacune et chacun d'entre nous, ce soir, se doit d'endosser une part de responsabilité, il est évident qu'il est impossible pour une collectivité publique de travailler efficacement avec un Conseiller communal qui occulte des informations essentielles au fonctionnement pérenne de l'institution dont il avait la charge et la gestion.

Si l'erreur est humaine, il est inacceptable de la cacher et de ne rien faire pour la réparer au plus vite. Dès que le Conseil communal en a pris connaissance le 5 février, il a immédiatement pris des mesures urgentes pour tenter de comprendre cette situation kafkaïenne; certaines de ces mesures sont d'ailleurs déjà effectives et douloureuses. Malheureusement, ce roman absurde a été renforcé par le mutisme coupable du Conseiller communal en charge des finances. C'est à lui d'en tirer les conséquences logiques : il serait impensable pour ses collègues du Conseil communal et pour nous-mêmes de continuer de travailler en confiance avec une personne qui les a trompés de manière aussi patente.

Justement, si les responsabilités passées ne sont plus occultées aujourd'hui, il importe au Parti socialiste de souligner les responsabilités futures du Conseil communal :

la responsabilité collégiale : celle de travailler d'une seule voix, en essayant de casser les barricades que chaque dicastère construit trop souvent pour se protéger;

la responsabilité politique : celle de comprendre qu'en dernier ressort, c'est notre Conseil général, par le biais notamment de sa Commission financière, qui, jusqu'à la fin de la législature, aura la dernière main sur les orientations de l'exécutif;

la juste responsabilité financière : celle de devoir prendre des mesures d'économie, en comprenant notamment que les coupes linéaires égales de 10% partout dans les rubriques "Achat, biens, services et marchandises" et " Subventions", ne sont pas forcément équitables;

la responsabilité stratégique : celle de prévoir pour tous les importants crédits d'investissements futurs, auxquels nous ne sommes pas prêts à renoncer a priori sous l'effet de la panique, une planification roulante des investissements que nous réclamions avec force le 11 décembre, lors du vote du budget que nous avons accepté du bout du doigt;

finalement, la responsabilité humaine, la plus importante, celle de considérer que les effets des mesures drastiques qui vont être prises vont toucher les citoyens dans certaines prestations, les employés communaux engagés temporairement et l'ensemble de l'administration communale.

Cette affaire sans précédent nous oblige à mettre en place des garde-fous indispensables à la poursuite des missions que la population nous a confiées en nous élisant. Il est certain que cette crise financière, institutionnelle et de confiance laissera des traces et il faudra au plus vite trouver ensemble des solutions pour tenter d'en minimiser au maximum l'impact sur notre capacité de développement.

C'est à nous, élus, de ne pas céder au catastrophisme et à la sinistrose. Relevons-nous, prenons nos responsabilités pour faire tout ce qui est en notre pouvoir pour redresser la barre. La Commission financière s'y est déjà attelée avec toute l'énergie nécessaire et nous tenons à saluer l'excellente tenue des débats lors des deux séances qu'elle a déjà consacrées à cette affaire, la preuve est en le texte commun lu ce soir par le Président de la Commission.

La situation est grave : le groupe socialiste s'engage à participer activement à la redresser dans la ligne progressiste qui est la sienne et prendra bien évidemment acte du rapport d'information qui nous est soumis ce soir.